“ tribunal qu’il soit, pour les fins du certificat d’hypo-
“ thèques, a le droit de retenir entre ses mains son cer-
“ tificat jusqu’au paiement préalable de ses honoraires ;
“ Considérant toutefois que le Régistrateur, étant un
“ officier du tribunal pour les fins susdites, est soumis
“ comme tel à la taxe de ses honoraires ; mais que cette
“ taxe ne peut se faire QUE SUR UN PROCÉDÉ CONTEN-
“ TIEUX entre lui et toutes parties intéressées dans le
“ jugement de distribution ;

“ Considérant que le Protonotaire *est sans juridiction*
“ à taxer le mémoire du Régistrateur, que cette taxe doit
“ se faire par le juge sur demande d’une partie inté-
“ ressée et après avis préalable donné au Régistrateur ;
“ Considérant qu’il n’y a pas lieu de maintenir la
“ Règle *Nisi* émanée contre le mis-en-cause, renvoie la
“ dite Règle, mais sans frais, vu l’entente intervenue
“ entre les parties à cet égard.

“ (Signé)

F. MARCHAND,

“ Protonotaire, C. S.”

4o *Jugement prononcé à Montréal concernant l’entrée des
mutations dans un certificat octroyé par le Régistrateur au
Shérif.*

CANADA, }
PROVINCE DE QUÉBEC, } COUR SUPÉRIEURE,
District de Montréal. } EN CHAMBRE.

Le vingt-huit juin 1887.

No. 1101.

Présent : L’HONORABLE JUGE MATHIEU.

DAME MARIE-LOUISE JUDITH CÉSARIE MAR-
CHVND ET VIR.,

Demandeurs.

VS.

LOUIS FRANÇOIS WILFRID MARCHAND ÈS-QUALITÉ,
Défendeur.

ET

PIERRE J. O. CHAUVÉAU ET W. H. RYLAND,

Mis-en-cause.

Ayant entendu la demanderesse et le Régistrateur
mis en cause, W. H. Ryland, par leurs avocats sur la